



Présentation du Mouvement **R**épublicain et **C**itoyen

Fondé en 2003, le M.R.C. a été constitué par les militants du **Mouvement des Citoyens** (1993-2002) et d'autres militants des comités du soutien à la candidature de Jean-Pierre Chevènement à l'élection présidentielle de 2002. Issue du Parti Socialiste, où, entre 1971 et 1993, elle était présente sous la forme d'un courant (CERES puis Socialisme et République), notre mouvance, qui est celle de **la gauche républicaine, avec Jean-Pierre Chevènement et Georges Sarre**, décide en 1993 de prendre son autonomie.

*Dès 1983,
nous avons dénoncé le
« tournant de la rigueur », et
l'ouverture d'une
« parenthèse » libérale que,
depuis, le P.S. n'a pas voulu
refermer.*

En effet, dès 1983, nous avons dénoncé le « tournant de la rigueur », et l'ouverture d'une « parenthèse » libérale que, depuis, le P.S. n'a pas voulu refermer. Pour **rester fidèles aux engagements pris devant le peuple français en 1981**, et aux orientations du gouvernement entre 1981 et 1983, nous préconisons la sortie du Système Monétaire Européen, et la poursuite des politiques volontaristes en matière de Service Public, politique industrielle, politique salariale. Nous considérons que seule la souveraineté du peuple français contre la domination de la finance mondialisée, et des groupes d'intérêts particuliers, peut faire prévaloir l'intérêt général, le progrès scientifique et économique, la cohésion nationale, la justice, et le progrès social, la solidarité internationale.

En 1991, nous nous sommes opposés à la première guerre du Golfe, parce qu'elle était déjà, à nos yeux, une guerre aux motivations pétrolières et coloniales, susceptible d'entraîner l'embrasement du Moyen-Orient, et le « choc des civilisations » à l'échelle mondiale.

*En 1992,
nous avons activement fait
campagne pour le NON au
traité de Maastricht, car nous
refusons que le peuple soit privé
de sa souveraineté.*

En 1992, nous avons activement fait campagne pour le NON au traité de Maastricht, car nous refusons que le peuple soit privé de sa souveraineté, c'est-à-dire du pouvoir de débattre et de décider démocratiquement de son avenir, au profit d'une oligarchie technocratique et financière installée à Bruxelles.

Nous refusons que les élus nationaux se défaussent de leurs responsabilités en faisant passer par le biais de l'Europe les mesures de régression sociale qu'ils n'assument pas devant les citoyens (comme Lionel JOSPIN à Barcelone, qui a signé l'allongement de la durée de cotisation retraite, pour citer un exemple récent).

*En 2002,
J.P. Chevènement s'est présenté
devant les Français pour leur
proposer un projet conforme
aux intérêts populaires.*

En 1993, nous avons fondé le **Mouvement des Citoyens**. En 1997, nous avons participé à la « Gauche Plurielle », mais nous avons dû constater que nous ne parvenions pas à faire valoir, au sein du gouvernement, nos orientations pour favoriser la souveraineté populaire face au libéralisme. L'affaire corse a montré que le gouvernement de Lionel JOSPIN était même prêt à abandonner l'unité de la République, et donc le cadre de la démocratie, pour discuter avec des terroristes.

En 2000, nous avons quitté le gouvernement, et Jean-Pierre Chevènement s'est présenté à l'élection présidentielle de 2002, pour pouvoir proposer aux Français un projet conforme aux intérêts populaires.

Aujourd'hui, le M.R.C. se développe ; nous voulons faire entendre une voix forte et claire pour :

- **subordonner le pouvoir financier mondialisé aux choix démocratiques des citoyens**, ce qui suppose **des Services Publics forts, une intervention de l'Etat dans l'économie**, la protection des emplois et des savoir-faire en Europe par **une politique commerciale protectionniste, le refus des accords OMC du type AGCS**, et des politiques européennes du type directive Bolkestein
- **relancer la croissance et l'emploi**, ce qui suppose de favoriser les investissements, en changeant la politique monétaire européenne, **en revenant sur les statuts de la Banque Centrale Européenne, en supprimant le pacte de stabilité budgétaire**
- **permettre une véritable démocratie, ce qui suppose de respecter la Nation**, qui est le cadre où les citoyens peuvent débattre, dans une même langue, avec des références culturelles communes, pour prendre des décisions politiques ; une véritable démocratie exige aussi que les citoyens puissent penser par eux-mêmes, et donc **que l'Ecole de la République soit forte et efficace, avec une laïcité confortée** ; la démocratie suppose aussi la pluralité des expressions médiatiques et de la représentation nationale, et nous voulons une loi qui limite la concentration financière dans les médias, une politique de l'audiovisuel public qui assure la liberté de parole de chacun, et **une représentation nationale élue en partie à la proportionnelle**
- **développer une politique en faveur des petits agriculteurs**, et promouvoir une production agricole saine et respectueuse de l'environnement ; développer une politique d'équipement et d'aménagement de l'espace pour **lutter contre les inégalités territoriales et la désertification rurale**
- **développer une politique énergétique moderne** qui permette d'abaisser la pollution de l'air et de lutter contre le réchauffement de la planète
- **renforcer l'influence internationale de la France, pour qu'elle fasse entendre une voix forte, indépendante dans le monde, contre l'impérialisme, contre la guerre des civilisations** ; une France et une Europe qui travaillent en partenariat avec la Russie et qui s'ouvrent à la Méditerranée ; une France et une Europe qui **soutiennent les politiques socialistes et démocratiques en Amérique latine**
- **développer une politique d'immigration** qui ne prive pas les pays émergents de leurs cerveaux, et qui, tout en étant **compatible avec les intérêts de la France, soit conforme à sa tradition d'accueil** humaniste ; développer une politique de co-développement avec les pays du Sud, notamment la Francophonie
- **réorienter profondément la construction européenne**, pour qu'elle respecte les peuples, les démocraties, au lieu de vouloir passer tout le monde à la toise
- **garantir l'unité de la République**, l'égalité des droits et des devoirs, la sûreté.